

L'éducation bilingue : une innovation institutionnalisée au Burkina Faso

Dans l'entretien qui suit, Paul Taryam Ilboudo, représentant de l'OSEO au Burkina Faso et professeur linguiste nous parle de l'introduction du bilinguisme au Burkina Faso. Ses propos ont été recueillis par Rosemarie Lausset.

- Vous travaillez depuis de nombreuses années dans l'éducation de base au Burkina Faso. Quelle est votre analyse de la situation dans ce domaine aujourd'hui ?

Il est universellement reconnu que les ressources humaines constituent le capital le plus important et que, à l'époque actuelle, il y a un besoin de plus en plus grand de personnes qualifiées. Or, à l'Indépendance, le Burkina Faso a hérité d'un système d'éducation squelettique. Seuls 5% de la population étaient scolarisés. Très vite, le gouvernement Burkinabé a mis l'accent sur les ressources humaines et nous avons aujourd'hui un taux de scolarisation de 72%. Le taux d'alphabétisation reste bas, avec moins de 30% d'adultes alphabétisés et un écart important entre femmes et hommes. Mais il y a toujours eu une volonté politique affichée de développer le capital humain. Celle-ci a été intensifiée sous la révolution entreprise du Président Sankara, avec les grandes opérations « commando » et « bantare » qui visaient à accélérer le développement, y compris l'éducation et l'alphabétisation. Des erreurs techniques ont été faites mais elles ont été corrigées. Le plan Décennal a permis de donner un nouvel élan aussi bien pour la scolarisation des enfants que pour l'alphabétisation des adultes.



- Vous avez été, au Burkina Faso, un des fervents promoteurs de la qualité de l'éducation, en particulier d'une innovation, l'éducation bilingue. Comment est née votre conviction de la nécessité d'un changement d'approche dans l'éducation de base ?

Une analyse avait été faite en 1994 lors des Etats généraux burkinabés pour analyser la qualité et la pertinence de l'éducation. Cet événement avait rassemblé toute la force vive du pays en matière d'éducation pour faire la « chirurgie » du système éducatif. Le résultat de cette rencontre a été un constat amer que l'éducation reste inadaptée, déracinante, discriminatoire, d'une efficacité interne très faible et d'une efficacité externe décevante. Les recommandations principales faites avaient été de tenir compte du contexte culturel dans la mise en œuvre de l'éducation, d'utiliser les langues des communautés et d'établir des liens entre l'éducation et les contextes sociaux et économiques. Il avait été suggéré de mettre ces recommandations dans la Loi d'orientation. Cet événement donné un socle solide pour introduire l'éducation bilingue mais il avait été précédé de nombreuses réflexions sur ces questions.

- Quels ont été les étapes de développement de cette nouvelle méthode ?

Dès 1990, une méthode avait été demandée par les paysans pour apprendre le français, afin de pouvoir s'entretenir avec les préfets ou comprendre les émissions radiophoniques. J'ai fait appel à Norbert Nikiema, professeur de linguistique à l'Université de Ouagadougou qui a fait beaucoup de recherche sur les langues.

Nous avons mis en place une équipe pour analyser les méthodes existantes pour l'apprentissage de la langue française. Aucune ne donnait pleinement satisfaction. Nous avons donc développé notre propre méthode, que nous avons appelée « Méthode d'apprentissage de la Langue Française à partir des Acquis de l'Alphabétisation (méthode ALFAA) ». Nous avons alors testé cette méthode pour l'enseignement/apprentissage des paysan-ne-s adultes, ce qui leur a permis d'apprendre le français fondamental en 96 jours. Certains sont allés jusqu'au certificat étude primaire. La ministre de l'éducation du moment, Madame Alice Tiendrebeogo, actuellement directrice du FONAENF avait félicité l'OSEO et nous avait encouragé à poursuivre l'action.

A partir de cette expérience, une demande avait été faite pour trouver une solution pour les moins de 15 ans qui désapprenaient très vite. Ainsi est née une méthode permettant d'accélérer l'apprentissage et de consolider les acquis chez les 9-14 ans au travers d'un programme de quatre ans commençant par l'alphabétisation dans les langues nationales. Ainsi, les sept expériences démarrées en 94 pour les adultes ont été capitalisées et la stratégie utilisée a été adaptée pour des jeunes.

- L'éducation bilingue constitue un réel succès. Mais l'introduction de cette innovation s'est-elle passée de manière aussi linéaire et idéale que ce que vous décrivez ?

Les enfants ont appris en quatre ans et ils se sont épanouis en étant alphabétisés dans leur langue. Mais de nombreuses personnes le prenaient péjorativement et cela était insoutenable. Heureusement, il y a eu trois facteurs favorables déclencheurs pour avancer avec cette approche. Le premier a été la visite du Ministre qui a donné de la crédibilité à cette expérimentation. Le second a été un appui à un travail de recherche scientifique. Peter Huston, professeur à l'Université de Floride m'a mis à disposition une chercheuse qui a réalisé une évaluation comparative qui a démontré la valeur ajoutée de l'approche. Les résultats de cette étude ont mis en évidence un taux de succès de 52.83%, après seulement quatre ans de français, chez les jeunes de l'expérience pilote, alors que les enfants ayant suivi le système classique n'arrivaient qu'à 40 % de succès. Suite à ce constat, le Ministre a organisé une grande rencontre en juin 1998 et une nouvelle expérimentation a été réalisée sur appel du gouvernement. L'OSEO a alors posé ses conditions, demandant l'implication de l'Etat et la formation des principaux encadreurs et administrateurs scolaires. D'année en année le nombre d'école utilisant l'éducation bilingue a augmenté grâce à l'appui de l'Etat d'une part mais aussi de nombreux donateurs. En 1999, les Pays-Bas ont apporté un gros soutien, suivi en 2001 par celui d'Intermo, une ONG espagnole faisant partie du groupe Oxfam. Dès 2002, la Coopération suisse soutient 6 nouvelles écoles, suivie par d'autres donateurs. Aujourd'hui, non seulement il a plus de cent écoles utilisant l'approche éducation bilingue, dans lesquelles le taux de réussite est supérieur aux autres écoles. En introduisant les langues nationales, les enfants ont des résultats supérieurs aux examens.

Dès 2001, nous avons renforcé le plaidoyer de l'extension des programmes primaires à la petite enfance. De plus, nous établissons des liens forts avec la production et nous avons introduit dans nos programmes les travaux manuels et agricoles ainsi que des activités culturelles (contes, théâtre), une innovation au Burkina Faso. Mais ces branches manquent encore aux examens, ce qui n'est pas cohérent.

En 2007, le programme des écoles bilingues a été transféré au gouvernement. Les résultats obtenus ont influencé la Loi de 2007, qui va plus loin que la précédente dans la reconnaissance des langues nationales. L'expérimentation de l'OSEO a influencé la réforme du système qui a adopté l'approche par compétences et le bilinguisme. Il s'agit là d'un résultat majeur.

- Quels sont, à votre avis, les principaux défis actuels ?

Un défi important est le maintien du niveau et de l'amélioration de la qualité de l'éducation. Il s'agit aussi de pouvoir répondre à la demande mais aussi de poursuivre le dialogue politique et de renforcer la motivation des milieux concernés. Les Ministres sont aujourd'hui convaincus mais le plaidoyer doit être poursuivi auprès des cadres intermédiaires, des directions centrales et déconcentrées qui ne sont pas aussi motivés qu'eux. Il est important de travailler avec toutes les instances de décisions. Vu la mobilité des ministres, il s'agit de rester vigilant. La qualification des acteurs impliqués reste un autre défi à relever.

- Quels ont été les facteurs de succès de cette expérimentation ?

Nous avons eu la chance, pendant 14 ans, d'avoir des ministres convaincus. Il y a eu une forte demande et nous avons pu y répondre. L'extension de l'expérimentation et le plaidoyer pour que les gens s'engagent ont été essentiels. Nous avons choisi une stratégie de conviction plutôt que celle d'imposer et nous avons misé sur le renforcement des capacités à tous les niveaux.

- Vous avez déjà mentionné, par rapport à l'efficacité de l'éducation bilingue, une amélioration du taux de réussite des élèves ? Y a-t-il d'autres points qu'il faudrait mentionner ?

On peut dire, de manière fondée, que l'éducation bilingue a permis d'améliorer la qualité de l'enseignement. Du point de vue de l'efficacité interne, les taux de redoublements, d'abandons ont diminué, la réussite des élèves a significativement augmenté. Pour ce qui est de l'efficacité externe, il y a eu amélioration aussi. La formation est considérée comme plus utile et plus pertinente. Les contenus, discutés avec les communautés, avec les parents, sont mieux appréciés que ceux des écoles classiques. L'utilité sociale et pratique des apprentissages est reconnue. Si on se contente de produire des connaissances sans se préoccuper de leur utilité, ça ne vaut pas la peine.

L'équité est une ligne directrice du programme de l'OSEO et, en ce qui concerne l'accès, nous recrutons au moins autant de filles que de garçons. Nous faisons aussi un effort pour éliminer le sexisme, aussi bien dans le matériel scolaire que dans les pratiques d'enseignement. Dans les écoles bilingues, tout le monde fait tout. Les travaux domestiques concernent aussi bien les garçons que les filles. Dans l'éducation bilingue, nous ne voulons pas privilégier les filles, mais traiter filles et garçons de manière équitable. Nous avons aussi une approche globale qui cible toutes les strates d'âges à savoir : les 0-3 ans au travers des mères; les 3-6 ans, pour lesquels nous créons des espaces d'éveil éducatif ; les 6-12 ans à l'école, au travers de l'éducation bilingue ; les 9-16 ans qui sont les exclu-e-s du système (programme AFIDE) et les adultes au travers de programmes d'alphabétisation. Nous allons ainsi dans le sens de la formation tout au long de la vie.

- Quelles sont les perspectives d'avenir de l'OSEO?

Nous avons en ce moment trois chantiers principaux. Le premier est l'adaptation de la méthode dans les langues encore non concrétisées. Actuellement, elle existe en huit langues : en moore, jula, fulfuldé, goulimanchema, dagara, nuni, bissa, lyélé, en complémentarité avec le français. Nous souhaitons la développer en 14 langues afin de couvrir toutes les zones. Nous aimerions atteindre une généralisation progressive, depuis la petite enfance, et créer davantage de collèges multilingues, c'est-à-dire un type de collège où, en plus des contenus classiques, on puisse étudier au moins une des trois grandes langues nationales (moore, jula, fulfuldé). Avec ces trois langues on peut se faire comprendre par 90% de la population. Cela permettrait, entre autres, aux fonctionnaires burkinabés de mieux servir. Nous voulons aussi intégrer des travaux pratiques et manuels ainsi que des aspects culturels dans ces collèges.

Le second projet qui nous tient à cœur, et qui est partiellement appuyé par la DDC-Burkina Faso, est un programme d'éducation trilingue dans les medersas, soit une langue nationale, le français et l'arabe. Au Burkina Faso, 72% de l'enseignement de base se donne dans des écoles privées, confessionnelles ou non. Plus de 200'000 enfants vont dans des écoles coraniques où la qualité laisse souvent à désirer. Les contenus sont souvent mal adaptés, adoptés de programmes saoudiens, soudanais, algériens ou libyens. Les enseignants, mal formés, ne connaissent rien du programme éducatif. Il s'agit donc d'un véritable défi si on veut améliorer la qualité de l'éducation dans les medersas, dans le but d'assurer une éducation de qualité. C'est une question de droit et de justice sociale, dans le sens de pouvoir accéder à un emploi et finalement aussi une question de paix sociale. Nous avons été très encouragés par les autorités publiques et de nombreux promoteurs de ces écoles qui reconnaissent le problème. Il y a un an, nous avons commencé dans cinq écoles. Le travail est délicat parce que relié à la religion. Notre stratégie a été d'identifier des personnes ressources qui sont de confession musulmane qui ont la maîtrise de la langue arabe mais aussi des négociations sociales. Un protocole de collaboration a été établi avec le Ministère et les promoteurs des medersas. Le défi de former les enseignant-e-s est énorme car ils sont souvent peu formés et mal payés. Nous négocions actuellement avec des organisations de développement pour le soutien de leur salaire.

Un troisième chantier est la capitalisation des expériences réalisées en éducation bilingue, à la demande de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA). Elle devrait être publiée prochainement.

Lausanne, janvier 2010